

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

contre l'«européo-atlantisme»

le défi français

EDITORIAL

La semaine dernière, devant les menaces que M. Kissinger adressait aux pays consommateurs de pétrole, nous disions « non au diktat américain ». Ce non est d'une actualité plus brûlante encore depuis que l'on connaît le projet américain de conférence sur l'énergie.

Là encore faut-il dire non. Non à M. Nixon. Non à l'impérialisme américain.

De quoi s'agit-il ? De la constitution d'un front des pays consommateurs, face à la politique des pays arabes. Un front qui ne serait pas autre chose qu'une sainte-alliance des pays occidentaux sous la férule des Etats-Unis. Ceux-ci veulent imposer aux autres nations leur politique énergétique, et leur politique tout court. Ceux-ci veu-

lent nous placer au rang d'humbles débiteurs, et de simples valets. Car ils ne se satisfont plus de leurs sociétés multinationales, de leurs troupes d'occupation et des manœuvres troubles de leurs agents secrets. Ils veulent tout, selon la vieille loi des impérialismes : que l'on s'incline devant le dollar-roi, et que l'on suive aveuglément une politique énergétique dont ils sont incapables de préciser ce qu'elle sera puisque M. Kissinger a avoué « qu'il n'y avait même pas le commencement d'une réponse ».

Et l'Europe d'accepter. L'Europe vient de signer une déclaration d'identité qui devait constituer la charte de son indépendance. A peine un mois plus tard, Anglais, Allemands et Commission européenne acceptent le plan américain, qui renouvelle et renforce leur dépendance. Décidément, nous ne nous trompons pas en dénonçant, après Copenhague, l'Europe américaine.

Mais la France ? Pompidou fait des réserves. Pompidou se donne le temps de la réflexion. Atermoiements qui traduisent un cruel embarras. Car si Pompidou dit non il se heurte à la « Communauté » européenne, après avoir clamé sur tous les tons que l'Europe devait parler d'une seule voix. Et s'il dit oui, il fait un premier pas vers l'abdication de toute politique énergétique indépendante, et même de toute diplomatie souveraine.

Tragiques contradictions, qu'il ne peut résoudre que d'une seule manière : en renonçant à l'engrenage européen et en affirmant clairement, face à l'impérialisme américain, que la France sait encore manœuvrer et grandir en toute liberté. Mais le président de la République a-t-il encore de l'ambition pour son pays, et saura-t-il marquer sa détermination ?

N.A.F.

la spéculation urbaine

Une « politique pragmatique » composée de petites recettes, voilà qui paraît insuffisant pour résoudre le problème de la spéculation foncière dans les grandes villes.

Dans une économie de marché qui fait du terrain à bâtir une simple marchandise soumise au jeu de l'offre et de la demande, la rareté des sols urbains entraîne une frénésie de spéculation qui a pris depuis quelques années l'allure d'un véritable fléau social.

Selon les décisions et prévisions — d'ailleurs contestables — des groupes de « prospective », la France continuera de s'urbaniser jusqu'à l'an 2000 dans le cadre des « schémas d'aménagement et d'urbanisme ». On attendait logiquement de ces mesures la maîtrise du phénomène urbain, l'atténuation de la spéculation foncière et immobilière devant l'intérêt général, le maintien de la diversité sociale et le respect du patrimoine architectural commun.

Or il n'en est rien. Tout se passe comme si la grande ville demeurait le champ clos où s'affrontent aveuglément les intérêts privés sans qu'aucune autorité puisse les plier à un objectif collectif.

NAIF OLIVIER GUICHARD !

L'aveu de cette carence vient de très haut. C'est Olivier Guichard lui-même, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et du Logement, qui se lamente à longueur de colonnes sur le rôle de l'argent et du coût des terrains dans la décomposition sociale des grandes villes (1) : construction des H.L.M. à la périphérie, invasion du centre des villes par les plus solvables, qu'il s'agisse de logements chers ou de bureaux, constitution du « bonheur de la ville » en privilège pour les hauts revenus, centres « hors de prix » pour les collectivités et les moins favorisés. Bref, de quoi regretter « ces récits de voyageurs anciens décrivant le baroquisme des rues où se côtoient hommes et femmes de toutes classes et de tous métiers, chacun dans le costume de son état ».

Même si, observe le ministre, la constitution de « quartiers bourgeois » séparés des « quartiers populaires » ne date pas d'aujourd'hui, « rien ne nous oblige à en rajouter » dans cette absurde ségrégation sociale qui nuit à l'unité de la cité. Qui ne sympathiserait avec les bonnes intentions d'Olivier Guichard, qui ne voudrait l'aider à corriger de telles injustices ?

La création en novembre 1973 d'une future taxe locale d'urbanisation vise à préserver la

diversité des centres-villes en y ramenant les « logements sociaux ». Comment ? Grâce à l'argent mis à la disposition des municipalités après un prélèvement sur les constructeurs de bureaux et de logements chers. Ce mécanisme de péréquation, combiné à quelques limitations nouvelles de secteur « tertiaire » dans les prochains plans d'occupation des sols, suffirait à empêcher de transformer le cœur des villes en « ghettos pour gens riches ».

Ainsi l'arsenal législatif jusqu'ici très complet (mais pas toujours appliqué) pour l'urbanisation de nouveaux terrains va s'enrichir d'une arme « spécifique au tissu urbain déjà existant » pour éviter la désagrégation dans le « renouvellement permanent des cellules » qui composent la ville. D'accord !

Seulement Olivier Guichard est un libéral. Il feint de croire aux « lois naturelles » du marché, qu'il oppose à la seule alternative : « l'économie administrative » génératrice de marché noir. Entre les deux, rien ! Tout ce qu'il peut faire, c'est corriger l'injustice en permettant aux municipalités de jouer le jeu de la spéculation. Quant à casser la stratégie savante des intérêts privés en s'attaquant à la racine du mal, il n'oserait pas. Une « politique pragmatique » de petites recettes techniques — cette taxe en est une, même si son montant est très élevé — annoncées à grand renfort de publicité, de formules-chocs et de ménagements pour les électeurs, voilà qui nous paraît insuffisant pour améliorer l'environnement immédiat des habitants des grandes villes.

BRAVO, LES EVEQUES !

Beaucoup plus fine reste l'analyse des évêques sur « la spéculation foncière en milieu urbain » (2). Dans ce document excellent, précis et convaincant, la Commission sociale de l'épiscopat n'hésite pas à prendre le problème de front, en particulier sur un problème-clé : la conception individualiste et « abusive » de la propriété à laquelle on retire toute finalité sociale.

« Le problème foncier, conséquence de l'augmentation spéculative de la valeur des terrains dans toutes les zones urbaines françaises, est un des plus graves et irritants qui soient. Un des plus graves, car la maîtrise du sol, matière première de toute construction, conditionne toute politique du logement, de l'urbanisme et des équipements, et même de l'aménagement du territoire. Un des plus irritants car, que l'on s'efforce de le résoudre en respectant le droit de propriété ou, au contraire, en mettant délibérément celui-ci en question, aucune des solutions jusqu'à maintenant proposées n'a résisté totalement à la critique ».

Problème d'une complexité inouïe, où les citoyens et l'Etat sont à la fois juges et parties. Les acteurs du marché la font ? Quatre millions de propriétaires urbains, les spéculateurs professionnels (« chevaliers d'affaires » ou organismes financiers et bancaires), institutions publiques ou privées (S.N.C.F., Armée, Institutions d'Eglise, Education nationale), grandes sociétés à activités industrielles, Pouvoirs publics, promoteurs, agents immobiliers, etc., on comprend l'angoisse d'Olivier Guichard !

Qu'est-ce qu'un spéculateur ? « Il ne se contente pas, explique le document épiscopal, de recevoir passivement un profit, mais il le recherche selon une tactique ou même une stratégie fort bien étudiées. Dire que les fluctuations du marché sont « naturelles » comme, par exemple, celles des océans ou de l'atmosphère, c'est faire trop peu de cas des décisions des individus et des collectivités qui, quelque part,

interviennent dans un système économique. D'une manière générale, les lois économiques ne sont pas naturelles. Elles sont un mélange de contrainte et de volonté libre. Elles sont des décisions historiques ».

L'origine de la hausse des valeurs foncières, la distinction entre le prix normal et les profits déraisonnables, les racines profondes de la spéculation et ses effets injustes en matière de logement, tout est disséqué sans ménagement. En conclusion : « les solutions individuelles ou les pratiques inspirées par une morale individuelle sont insuffisantes. C'est au niveau d'une éthique et d'une pratique politiques — concernant à la fois les pouvoirs publics, les institutions, les groupes privés et les individus — qu'il faut trouver des voies et des moyens » !

L'inefficacité de nombre d'armes législatives disparaîtrait peut-être avec la création d'« offices fonciers » issus des collectivités locales et qui auraient la maîtrise intégrale de tous les sols urbains et la responsabilité générale de l'urbanisation, comme cela se pratique aujourd'hui aux Pays-Bas par exemple.

QUELQUES QUESTIONS

Ce n'est pas un hasard si ce document émane d'une autorité telle que l'Eglise de France. Quand on voit l'imbrication des intérêts, le conservatisme intéressé de certaines mentalités « plus que jamais attachées au goût de la propriété et de plus en plus tentées par la spéculation », le silence des partis, la connivence entre les administrations et les spéculateurs, l'inorganisation des habitants isolés et sans défense, on n'aperçoit vraiment pas qui d'autre aurait eu le courage ou la possibilité de mettre à nu cette plaie purulente, véritable chancre de la société industrielle urbaine.

Mais allons jusqu'au bout. N'y aurait-il pas moyen d'attaquer la spéculation foncière en remettant en question les postulats d'urbanisation accélérée jusqu'à l'an 2000, de casser les profits illégitimes en atténuant le caractère de rareté des sols urbains et péri-urbains ? Il suffirait de renoncer aux projets délirants du Préfet de la région parisienne concernant un Paris de 14 millions d'habitants en l'an 2000. Il faudrait en outre remettre en question la polarisation de la croissance provinciale sur huit métropoles d'équilibre « millionnaires » pour adopter une stratégie régionale diffusant l'urbanisation sur tout un réseau urbain hiérarchisé.

Ainsi pourrait être desserrée la pression de la demande dans les grandes villes, tout en sachant qu'à partir d'une certaine taille la concentration financière jouera quand même un rôle important dans les centres-villes.

Pour cela, il faudrait de l'imagination. Or les gestionnaires n'en ont pas : ils se contentent d'un raisonnement au « passé prolongé ».

Dans l'Expansion de décembre 1973, Jérôme Monod, délégué général de la DATAR, découvre la faille : « L'administration est composée de vastes ensembles destinés à gérer, à conserver, mais presque jamais à innover, presque jamais à être le fer de lance de l'évolution des esprits ou de la conquête sociale. Ce rôle revient aux politiques ».

Plus que jamais, la solution au problème de la spéculation foncière et immobilière en milieu urbain réclame une intervention politique. Pour cela, il faudrait cesser de raisonner en « commerçant ». N'est-ce pas Olivier Guichard ?

Michel GIRAUD.

(1) Cf. Le Monde du 9 janvier 1974. « Une nouvelle stratégie », par Olivier Guichard.

(2) Bulletin du secrétariat de la conférence épiscopale française, janvier 1974 - n° 1 - 4 F. (106, rue du Bac, 75341 Paris, Cédex 07.)

daniélou au cepec

Judi 10 janvier, le cardinal Daniélou était de nouveau l'invité du CEPEC dans le cadre de ses diners d'information. Le sujet choisi : hiérarchie ou démocratie dans l'Eglise, était d'une actualité brûlante. Le cardinal sut avec sa vivacité habituelle montrer l' inanité de la théorie démocratique qui refuse les structures constitutives liées aux corps sociaux. En particulier, ici, l'origine divine de l'Eglise et sa structure hiérarchique. Cela n'exclut évidemment pas la participation populaire. Après avoir traité de la chute des vocations, résultat de la crise de la foi, le cardinal réaffirma avec force la mission essentielle de l'Eglise et son droit de regard sur les questions temporelles où les finalités humaines sont mises en question. Ceci en réponse à des objections contre le document épiscopal sur les problèmes fonciers.

De plus en plus le cardinal Daniélou s'impose comme un des docteurs les plus écoutés de l'Eglise de France. Personnellement, je m'en réjouis.

G. L.

choses d'Espagne et d'ailleurs

Plusieurs lecteurs se sont étonnés du bref article que nous avons consacré à la mort de l'amiral Carrero Blanco. Comme si nous avions commis un sacrilège en marquant les limites de la dictature franquiste : celles qui tiennent à l'autoritarisme, à la centralisation et à l'obstination d'un homme qui, régent d'un Etat juridiquement monarchique, ne se résout pas à transmettre son pouvoir à l'héritier de la couronne espagnole.

Est-ce céder à la démagogie que de souhaiter que le peuple espagnol retrouve ses libertés en même temps que ses institutions traditionnelles ? Est-ce céder à la mode que de souhaiter que soient effacées toutes les séquelles d'une terrible guerre civile ? Cela ne nous empêche pas de reconnaître que Franco nous a rendu un fier service, pendant la seconde guerre mondiale, en maintenant son pays dans la neutralité. Ni de constater l'habileté de sa politique extérieure ou encore la réalité du « décollage » économique de l'Espagne.

Telles sont les ombres qu'à droite on nous reproche de montrer, et les lumières qu'à gauche on refuse de voir. Sans doute parce que l'Espagne est devenue, depuis la guerre civile, un véritable mythe. On rêve, ici et là, d'un grand règlement de compte, à la mode ibérique, d'où « l'ennemi » sortirait définitivement vaincu. Et on salue dans Franco celui qui a su, au prix

que l'on sait, écraser pour longtemps le camp adverse.

Cette frénésie de guerre civile nous fait horreur. Car on ne réalise pas l'unité d'une nation en massacrant des centaines de milliers de citoyens, pas plus qu'on ne construit de paix durable sur les tombes et les prisons. C'est pourquoi nous ne pouvons nous sentir solidaires des dictatures, ni sur le plan de leurs méthodes, ni sur celui de leurs principes.

On dira qu'en Espagne, au Chili ou en Grèce, les militaires ont fait reculer le communisme. Mais à quoi bon, si ces régimes « contre-révolutionnaires » débouchent sur un totalitarisme en tous points semblable à celui qu'impose la « subversion marxiste » ? A quoi bon, si l'île de Yaros fait pendant à l'archipel du Goulag, et le stade de Santiago à la Loubianka ? Nous ne pouvons être solidaires des régimes où l'on déporte et torture les communistes ou supposés tels, pas plus que de ceux où l'on liquide les « bourgeois ». Et nous nous méfions de ces réactions « nationales » qui, en Grèce comme au Chili, se font avec la bénédiction de la C.I.A. De même que le Catholicisme de ces régimes qui font si peu de cas de l'amour du prochain nous semble bien étrange. Et bien décevants ces disciples de Maurras qui voudraient fonder une politique extérieure sur de prétendues affinités idéologiques, alors que ce-

lui-ci n'a cessé de dénoncer le mythe des internationales blanche et rouge, en même temps que la barbarie de tous les totalitarismes.

Nous continuerons donc, quant à nous, à affirmer la nécessité d'un projet diplomatique fondé sur les solidarités nées de l'histoire ou d'une civilisation identique. Et nous renoncerons à la monarchie si celle-ci devait payer son instauration de centaines ou de milliers de morts, puis se maintenir par la grâce des matraques et des chars. Car la monarchie ne serait pas elle-même si elle ne réalisait pas la paix civile, et si elle ne créait pas les conditions de la liberté et de l'amitié nationale.

Mgr le Comte de Paris le montrait récemment, en rappelant que la monarchie n'était pas un parti (et surtout pas le parti des monarchistes). Et, en reprochant au système actuel de rechercher le centre de gravité de la politique « après avoir écarté de la communauté nationale un cinquième des citoyens » (c'est-à-dire l'électorat communiste), le Prince marquait clairement sa volonté de refaire la France avec le concours de toutes les familles philosophiques, politiques ou religieuses.

Cela ne sera pas du goût des « purs » et des « durs », qui se verront privés d'une occasion de se libérer de leurs obsessions et de satisfaire leurs rancœurs. Ainsi Louis XVIII et Charles X avaient eu à subir des royalistes qui firent tout contre la monarchie que tous les républicains réunis. Il est malheureusement à craindre que Mgr le Comte de Paris se trouve confronté au même danger, qu'il faut dénoncer sans attendre. Car est-il besoin de dire que nous ne serons pas les ultras de la monarchie de demain ?

Bertrand RENOUVIN.

régions : les notables à la mangeoire

Ces deux dernières semaines ont vu l'élection des présidents des nouveaux conseils régionaux. Ces scrutins ont confirmé toutes nos craintes : en fait de décentralisation, on n'a fait qu'ajouter un échelon supplémentaire dans la pyramide des notables politiques sur laquelle s'appuie le système Pompidou.

Comment s'en étonner d'ailleurs ? Les conseils régionaux sont composés pour moitié des députés et sénateurs de la région. La majorité des autres sièges est pourvue par les conseillers généraux des départements, ces chiens de garde des mafias partisans, chargés de quémander des passe-droits subalternes pour les clients de leur parti auprès de l'administration préfectorale.

Le résultat a été spectaculaire : tous les personnages consulaires de la majorité et de l'opposition officielle se sont vus promus à la tête des conseils régionaux. Côté majorité, l'Alsace est revenue à M. Bord, secrétaire d'Etat à quelque chose et homme fort de l'U.D.R. dans la région. M. d'Ornano, « espoir » des giscardiens et maire de Deauville, s'est attribué la Basse-Normandie.

On croyait M. Pleven disparu depuis sa défaite aux législatives de mars, mais pas du tout ! Le voici au contraire placé à la présidence du conseil de Bretagne. Les régionalistes bretons que M. Pleven a trahis en permettant le démantèlement du C.E.L.I.B. en 1962-1963 apprécieront la promotion de cette vieille planche pourrie.

Il aurait été surprenant que M. Chaban-Delmas ne mette pas la main sur l'Aquitaine. Il l'a fait mais il sait que la vieille gauche radicale et socialiste modèle 1894 révisé 1905 exerce en Aquitaine une influence qui pour être en baisse n'en est pas moins importante. Il s'est donc arrangé pour que deux vice-présidences reviennent l'une au socialiste Lacoste (Dordogne) l'autre au radical Bordeneuve (Lot-et-Garonne).

L'opposition a, elle aussi, ses fiefs ! M. Deferre a enlevé la présidence du conseil régional de Provence, garantissant ainsi à la région une gestion aussi médiocre que celle qu'il dispense depuis vingt ans à la tête de la mairie de Marseille. Le paléo-S.F.I.O. Vals l'emporte en Languedoc tandis que M. Savary, qui joue la carte du renouveau socialiste, a eu du mal à évincer l'auroch local du parti M. Méric. Le tableau ne serait pas complet si l'on ne mentionnait la victoire de M. Mauroy, second de Mitterrand, dans le Nord et celle de l'inévitable Lecanuet en Haute-Normandie.

Avec de tels hommes, les conseils régionaux ne chercheront pas à se battre pour arracher à l'Etat une extension de leurs maigres attributions. Ils se contenteront de mendier des crédits au jour le jour pour compléter leurs minuscules ressources fiscales (0,63 % des recettes de l'Etat !). De plus, privés de responsabilités réelles dans l'aménagement de la région de par l'omnipotence du préfet de région, ils risquent fort d'utiliser cet argent à effectuer des opérations au coup par coup destinées de surcroît à satisfaire les petits amis du (ou des) partis (s) majoritaire (s) dans le conseil.

Cet état d'esprit explique l'absence de toute conscience régionale au sein des nouvelles assemblées et l'exaspération de l'esprit de clocher : ainsi Nice et les Alpes-Maritimes boudent le conseil de Provence car elles redoutent la dictature de Marseille. L'Eure fait de même en Haute-Normandie par peur du poids de la Seine-Maritime. La rivalité Meurthe-et-Moselle - Moselle en Lorraine a amené à la présidence un Vosgien.

L'expérience des conseils régionaux façon V^e République a du moins le mérite de nous faire mesurer l'étendue du chemin qui reste à

parcourir pour déboucher sur une véritable régionalisation.

Il sera bien entendu nécessaire tout d'abord de transformer l'Etat, de le soustraire aux servitudes de l'élection. Et ceci pour une raison évidente : un Etat qui doit affronter des échéances électorales tous les deux ou trois ans est « crispé » face aux collectivités locales en qui il voit des concurrentes toujours susceptibles de constituer un cheval de bataille pour l'opposition. Ceci le conduit fatalement à les asservir comme l'ont si bien fait les régimes issus de 1789. Cela explique notre prise de position en faveur de la dévolution héréditaire du pouvoir étatique, gage de liberté pour les républiques locales.

Mais une transformation des structures étatiques ne suffira pas si elle ne s'accompagne d'une révolution des mentalités. Un Etat conseiller et non plus oppresseur des collectivités locales pourrait apporter beaucoup en suscitant par le truchement d'administrations libérées de l'esprit jacobin de nouvelles élites locales. Il devient urgent de balayer les vieux notables satellites des partis. A cet égard une instance comme la D.A.T.A.R. (1) renouant avec la liberté d'esprit et de manœuvre des intendants du XVIII^e siècle et débarrassée de sa sujétion actuelle à l'égard des pesantes administrations de gestion pourrait avoir un rôle déterminant dans cette rénovation.

Enfin une révolution des mentalités suppose une vigoureuse action « à la base » se superposant à la révolution par en haut. Ce sera le rôle du courant de pensée « monarchiste, syndicaliste et communautaire » dans une France délivrée du carcan bureau-démocratique.

(1) D.A.T.A.R. : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

Arnaud FABRE.

le défi français

• Au-delà des menaces à court terme (hausse des prix, emploi, commerce extérieur), la plus grave est sans doute celle qui pèse sur notre indépendance.

• Il est pour la France d'autres voies que celle d'une Europe - fantôme inféodée aux Etats-Unis.

On ne peut que se féliciter de l'initiative, prise par M. Giscard d'Estaing, de faire un point mensuel sur l'économie française. Dans la situation actuelle, il est indispensable que l'ensemble des Français aient une vision claire de leurs problèmes. L'exposé du Ministre de l'Economie et des Finances, précis et sincère, a eu le mérite de décrire en quelques phrases trois aspects du « défi » que la France aura, selon lui, à relever en 1974. *Prix, emploi, commerce extérieur.*

INFLATION; CROISSANCE ET PETROLE

L'inflation enregistrée en 1973 par notre économie est certes légèrement inférieure à celle de nos partenaires. Mais, pour reprendre la formule imagée d'un commentateur, doit-on se réjouir de n'avoir que la rougeole quand nos voisins souffrent de la scarlatine ? Car l'inflation est bien la grande maladie du système occidental. Et toute mesure nationale prise hors d'une réforme préalable du système monétaire international risque d'être sans grande portée pratique.

Dans ce contexte il convient de ne pas attribuer à la hausse des prix du pétrole brut une trop grande importance, dans les hypothèses — pessimistes — d'inflation pour 1974. Loin d'en être l'unique cause elle apparaît plutôt comme un *accélérateur conjoncturel d'une inflation structurelle*. De plus certains pays arabes producteurs de pétrole soutiennent que cette hausse n'est que la conséquence d'une inflation dont ils n'étaient en rien responsables. L'argument est intéressant mais témoigne plus d'une volonté de justification a posteriori que de la vérité économique. Pourtant la comparaison — tout à fait théorique — de la hausse du pétrole à une hausse des salaires, fait ressortir l'ambiguïté de sa position par rapport à l'inflation. S'il est courant, et logique, de considérer une hausse des salaires comme la conséquence d'une perte du pouvoir d'achat, c'est-à-dire de l'inflation, on ne peut nier également son caractère inflationniste.

Ainsi, en répercutant quasi-intégralement la hausse du brut sur le prix de vente des produits finis, la France accepte une accélération de l'inflation dont elle doit mesurer les conséquences. Et d'abord le ralentissement de la croissance. Or, après une période de croissance exponentielle, toute diminution du taux de croissance ne s'assimile plus à une croissance moindre mais à une récession. C'est-à-dire au chômage.

On comprend donc que l'emploi constitue la grande préoccupation du Ministre de l'Economie et des Finances, qui s'est voulu rassurant et n'a pu pourtant celer son inquiétude. Plusieurs secteurs économiques seront touchés par le chômage. Secteur traditionnellement fragile comme le textile qui supporte difficilement la concurrence des pays en voie de développement. Secteurs dont la fragilité a été révélée par la crise pétrolière, comme celui de l'automobile ou de la pétrochimie. Secteurs touchés indirectement par la crise pétrolière et l'inflation, comme celui du bâtiment — grand consommateur de matières plastiques — de la construction aéronautique (Concorde est vraiment mal parti...), et des constructions mécaniques.

Donner une prévision du nombre de chômeurs

possible en 1974 est fort délicat. En tout état de cause on doit s'attendre au minimum à un triplement du nombre actuel.

EMPLOI ET COMMERCE EXTERIEUR EN DIFFICULTE

Cette situation de quasi-stagflation (concept forgé par les économistes pour désigner ce phénomène nouveau, stagnation + inflation), sera développée par les problèmes de la balance des paiements. Car, de près de 15 milliards de francs par an, le coût des importations de pétrole pour la France va passer à 45 milliards. Ces quelque 30 milliards de dépenses extérieures supplémentaires détruisent le fragile équilibre de notre balance des paiements. L'effort de plusieurs années, réalisé dans l'intention de stabiliser notre position extérieure, et de la consolider se trouve réduit à néant. Les réserves de change de la France supporteront bien mal cette énorme ponction !

Il est déjà certain que l'encadrement du crédit sera sensiblement allégé, très prochainement, afin de mettre à la disposition des compagnies pétrolières les ressources de trésorerie nécessaires, leur permettant de faire face à leurs échéances. Ce renversement de la récente politique monétaire apparaît comme une certitude quand on constate que la hausse des prix pétroliers permettra aux compagnies pétrolières de réaliser — pendant une courte période, il est vrai — de substantiels bénéfices grâce aux stocks importants dont elles disposent, constitués avant la hausse du brut, et certainement plus importants que le stock de sécurité de trois mois de production.

Cette libération du crédit — de même que la hausse des taux de l'argent qui atteignent des niveaux inconnus jusqu'alors — aura un caractère inflationniste fortement marqué.

L'effort d'exportation demandé à l'industrie française par M. Giscard d'Estaing pourrait donc être stimulé par une éventuelle dévaluation du franc. Mais cette mesure augmenterait le coût de nos importations de pétrole dont le prix est exprimé en dollars.

La situation est donc fort complexe, les décisions à prendre, difficiles. Voilà bien un défi à la mesure de notre pays. Et pourtant, *au-delà des menaces que font planer sur nous la hausse des prix, la situation de l'emploi et le déséquilibre de notre commerce extérieur, la plus grave sans doute est celle qui pèse sur notre indépendance*. Celle-ci, déjà réduite par l'interdépendance des économies, est indispensable pour mener à bien une politique axée sur le bien-être des Français.

LES MENACES CONTRE L'INDEPENDANCE FRANÇAISE

Ce qui menace notre indépendance politique, et partant économique ? Deux réalités, une utopie.

Deux réalités, la puissance économique-politique des Etats-Unis fortement établie dans le monde occidental et la nouvelle puissance économique des pays exportateurs de pétrole. Une utopie, l'Europe, planche de salut pour ceux qui refusent la réalité, qui pensent trouver au sein d'une communauté plus ou moins élargie le remède à tous leurs maux. Tel l'adolescent qui au seuil de la vie préférerait retourner dans le sein de sa mère plutôt que d'affronter le monde.

Notre pays est suffisamment adulte pour savoir — et pouvoir — quand cela est nécessaire, passer accords et traités, signer des ententes, s'associer à d'autres pays dans un but bien délimité sans pour autant abdiquer toute volonté d'être au profit d'une soumission à une loi qui ne serait pas la sienne. Mais alors comment échapper au « leadership » américain, qui lui permet, par la voix de M. Kissinger d'exprimer sa « désapprobation » de l'accord de gouvernement à gouvernement négocié récemment par la France et l'Arabie Séoudite ? De même, comment, diront certains, échapper aux tentatives de « chantage » exprimées par certains pays exportateurs de pétrole si l'on réagit en ordre dispersé, c'est-à-dire sans l'Europe ?

L'entêtement de certains politiciens dans « l'idée européenne » n'a de commune mesure que leur bêtise en matière économique. Faire l'Europe pour concurrencer les Etats-Unis ? Le beau programme ! Mais il y a longtemps que l'Europe occidentale est le champ d'action privilégié de cette « seconde Amérique », les firmes multinationales bien américaines dans leur but, leurs méthodes, leur idéologie. Pour réaliser un tel programme, il eût fallu commencer par refuser l'aide Marshall. Impensable, certes ; autant qu'aujourd'hui une entité européenne indépendante des Etats-Unis. Et lorsque ces derniers somment les représentants de cinq des neuf pays de la C.E.E. d'accourir à Washington se blottir sous l'aile protectrice de l'oncle Sam, l'accueil que reçoit cette « invitation » a de quoi faire réfléchir sur la volonté d'indépendance des pays européens.

LE JEU DE LA FRANCE

Les Etats-Unis ont la puissance, ils savent en jouer. En France même ils sont solidement implantés dans plusieurs secteurs économiques. Comme au Japon, par exemple.

Ce pays est parmi les plus touchés par la crise pétrolière. Sa richesse est vacillante et plus que tout autre il doit subir les assauts de l'impérialisme américain. Voilà un certain nombre de points communs avec la France qui devraient ouvrir de nouveaux horizons à notre politique extérieure. Un voyage de M. Pompidou à Tokyo est prévu. Puisse-t-il s'y rendre non point comme un marchand qui se rapproche d'un ancien concurrent pour faire face à plus fort qu'eux, mais comme un politique qui cherche pour la France des alliances à la mesure de son destin.

L'exemple du Japon n'est pas unique ; il conviendrait également que notre pays renforce ses liens avec les états d'Afrique Noire qui lui sont traditionnellement attachés et dont les difficultés vont s'accroître avec la hausse des prix du pétrole brut.

Quant aux pays arabes s'ils savent ne pas succomber au chant de la sirène Kissinger, il est indispensable que nos relations avec eux s'inspirent des accords que nous passons actuellement avec l'Arabie Séoudite et l'Irak.

Ainsi il est pour la France d'autres voies que celles d'une Europe fantôme inféodée aux Etats-Unis, d'une soumission aux diktats d'un Kissinger, fier représentant de l'empire américain, ou de l'acceptation d'un quelconque chantage, d'où qu'il vienne.

P. D'AYMERIES.

la puissance financière arabe

En décidant de mieux contrôler leurs fonds, les pays arabes vont devenir une grande puissance financière.

Depuis 1945, les pays sous-développés se réunissaient coûteusement dans le cadre de quelque annexe des Nations Unies pour discuter gravement du montant de la charité qui pouvait raisonnablement être accordée aux pays du Tiers monde. On s'était mis d'accord sur un objectif idéal de 1 % du Produit National Brut de chaque participant, que seuls un ou deux pays, dont la France, atteignait. Le colonialisme à la française avait, entre autre, mérite et justification de ne pas faire ce genre de calculs, ce qui avait d'ailleurs donné naissance à cette doctrine dite « cartériste » du nom de son vulgarisateur le plus connu, et qui pouvait se résumer ainsi : « les colonies nous coûtent cher ».

UNE POLITIQUE FRAGILE

La politique des matières premières « bon marché » ne pouvait se prolonger éternellement, aux yeux de tout observateur lucide. D'après la revue *l'Expansion* de ce mois-ci, le prix réel du fuel industriel n° 2 était, en francs constants par tonne, de 85,9 F en 1963 et de 66,3 F en 1972. L'auteur de l'article écrit à juste titre : « Une fraction de la productivité dont nous étions si fiers n'était pas "à nous". A partir du moment où d'autres la récupèrent à leur profit, ce ne peut être qu'en empruntant nos propres revenus. » La guerre du Ramadan n'a été qu'un accélérateur de ce retournement fondamental qui, sans jouer les Madame Soleil, doit être analysé. Sans crier au « chantage », ni menacer de la politique de la canonnière.

Pour cette fois-ci constatons simplement quelques aspects de la reprise en mains par le monde arabe de ses propres richesses.

Au cours du troisième trimestre 1974, la clientèle arabe des banques occidentales a commencé par liquider son portefeuille de valeurs à long terme. Depuis la mi-novembre, les titres d'emprunts de sociétés internationales, libellés en deutschmark qui étaient les instruments de placement privilégiés des détenteurs privés arabes sur le marché helvétique ont fait l'objet de cessions massives et des baisses de cours de 5 % et plus en une seule séance de bourse, sont devenues chose courante. Depuis le début de décembre, l'Euro-Marché sur lequel les sociétés les mieux cotées financent leurs investissements, traverse une crise sévère. Les banques luxembourgeoises, qui placent les emprunts internationaux sur ce marché, jugent actuellement nulles ses possibilités d'absorption. Des millions de titres cherchent preneurs. Les capitaux arabes brillent par leur absence. Après avoir été accusés d'être la cause de la spéculation contre les monnaies — ce qui était en partie vrai — voilà que l'on commence à les regretter.

DES CREANCES QUI INQUIETENT

Les ministres des Finances de la Ligue arabe ont décidé, il y a un mois, de retirer les fonds arabes déposés auprès des banques étrangères pour les confier à des organismes d'investissements arabes. Selon la formule lapidaire du Cheik Yamani : « Notre argent doit servir nos

intérêts ». Il ne s'agit pas, dans cette déclaration, des monnaies nationales des différents pays arabes, que ces derniers peuvent d'ores et déjà utiliser à leur guise, mais des créances qu'ils détiennent sur des banques et des entreprises occidentales.

Le montant de ces avoirs est controversé. Pour s'en tenir aux statistiques du Fonds Monétaire International, les créances en devises étrangères des banques centrales et des banques commerciales arabes atteindraient la somme de 12 milliards de dollars, ce qui représente environ le quart du budget 1973 de la France.

En dehors des avoirs qui apparaissent dans les statistiques publiées, il faut compter avec des fonds secrets. C'est ainsi qu'on évalue à 4 milliards de dollars le stock d'or conservé par la Federal Reserve Bank de New York pour le compte de l'Arabie Saoudite. De l'avis de certains experts, en dehors de ses avoirs métalliques officiels (114 millions de dollars au prix de 42,2 dollars l'once), l'émirat de Koweït possède un stock d'or qui représente 2 milliards de dollars au prix de 42,2 dollars l'once, et bien davantage sur la base du prix libre. Les avoirs privés de métal jaune et de devises conservés anonymement en Suisse ou aux Etats-Unis ne constituent pas toutefois une masse de manœuvre. Ce sont des réserves de précaution constituées par des chefs d'Etat, toujours à la merci d'un quelconque coup d'Etat. Par contre les 12 milliards de dollars d'avoirs des banques centrales et des banques commerciales recensés par le Fonds Monétaire International sont susceptibles d'être utilisés. Si les Arabes retiraient d'un seul coup tous ces fonds du système financier occidental, les grandes places seraient la proie de violents soubresauts.

Cependant les fonds arabes ne peuvent être confiés aux seules banques arabes. Les dépôts doivent être rémunérateurs : c'est leur raison d'être. Or, actuellement, les possibilités de placement intéressantes sont rares dans les pays arabes. Mais de l'avis de tous les connaisseurs du Moyen-Orient, ces données vont se modifier radicalement.

Le premier programme qui pourrait être financé avec les milliards de dollars rapatriés serait la reconstruction d'installations industrielles endommagées par la guerre. La banque du développement qu'ont décidé de créer les ministres des Finances arabes avec une dotation de 1 milliard de dollars devrait, pour sa part, permettre de mener à bien un certain nombre de projets en faveur de l'Afrique Noire musulmane. Les capitaux arabes vont également contribuer au financement des infrastructures dans les zones désertiques, alors qu'en octobre dernier certains émirats ont encore dû recourir pour ce faire à des emprunts auprès des consortiums internationaux.

Les fonds arabes resteront, en grande partie, pendant un certain temps à l'Ouest, mais les banques occidentales auprès desquelles ces capitaux étaient purement et simplement déposés ne décideront plus quels en seront les emplois et les bénéficiaires. Cette initiative reviendra désormais aux établissements de crédit du Liban ou du Koweït. Lorsque les sociétés IBM ou Mercedes-Benz auront besoin de fonds, elles dépendront dorénavant plus étroitement de ces détenteurs de capitaux.

UNE NOUVELLE PLAQUE TOURNANTE : BEYROUTH

De grandes heures se préparent pour les 73 banques et les changeurs (plus de 200) de la place de Beyrouth. Le Liban est, comme la Suisse, un pays placé sous le signe du secret bancaire et des comptes numérotés. Toutes les formes de transactions financières y sont autorisées. Depuis la faillite de l'Intra Bank en 1966, Beyrouth s'est à nouveau hissée au rang de grande place financière internationale.

On observe le même phénomène dans l'émirat de Koweït. Les 200 millions de dollars que ce pays plaçait annuellement sur l'Euro-Marché ou sur la place de New York ne quittant plus désormais le pays. De plus, Koweït, dont 95 % des recettes de l'Etat proviennent du pétrole, fait figure de place particulièrement sûre pour les investissements arabes.

On peut voir à la suite de cette brève analyse combien d'idées toutes faites devraient être revues. Le schéma actuel : paiement des produits de base en monnaie de singe, c'est-à-dire en dollars inconvertibles, puis retour desdits dollars dans les caisses des banques occidentales — ce qui permet d'alimenter les besoins de trésorerie et d'investissements des sociétés multinationales — va se trouver profondément modifié. Au-delà des inconvénients passagers, on peut estimer bénéfique la transformation en investissements stables de ces capitaux flottants.

En avance sur les penseurs libéraux du style *Valeurs Actuelles*, les banquiers français sont heureusement présents dans les pays du Moyen-Orient, qui, pris globalement, sont déjà notre cinquième partenaire commercial. C'est certainement le moment de se lancer à fond dans ce marché qui nous est favorable, plutôt que d'attendre avec inquiétude le moindre éternuement de notre voisin d'outre-Rhin.

Saurons-nous retrouver la voie tracée par François I^{er} ? Pour une fois que l'économie et la politique se rejoignent, la France va-t-elle laisser passer sa chance ?

Philippe VILLARET.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

les harkis

Depuis son arrivée en France, M. M'Hamed Laradji, ancien harki, avait souhaité reprendre ses activités agricoles. Après une demande pour obtenir un prêt de réinstallation, il s'était mis, tout en travaillant, à la recherche d'une exploitation qui corresponde à ses moyens financiers. Mais aujourd'hui, toujours aucune nouvelle de son prêt. Aussi M. Laradji a-t-il décidé d'entamer une grève de la faim. Expulsé de l'hôpital, il a trouvé refuge dans un local annexe de l'Eglise de la Madeleine à Evreux.

Mais au-delà de ses propres problèmes, M. Laradji veut rappeler au pouvoir et à l'opinion publique la situation des Musulmans qui

Texte du télégramme adressé par la N.A.F. à M. Laradji, le 11 janvier :

« La Nouvelle Action Française apporte son accord total au Comité de soutien de M. Laradji, lui adresse personnellement ses félicitations et ses encouragements dans la lutte qu'il a entreprise pour faire respecter ses droits et ceux de ses amis. »

ont choisi le camp français et qui, depuis l'indépendance, n'ont eu à faire face qu'à l'ingratitude et à de cruelles désillusions.

Avec leur famille, ils sont deux cent trente mille personnes environ, dispersées sur le territoire français, et loin d'avoir « retrouvé leur place au sein de la nation » comme le leur promettait M. Pompidou le 27 avril 1962, la plupart attend toujours l'indemnisation de leurs biens, très souvent de petits lopins de terre. Mais la loi exige la présentation des titres de propriété et des extraits de cadastres, et ils ne les possèdent pas, les régions montagneuses dans lesquelles ils habitaient n'ayant pas de plans cadastraux et les cessions de propriétés se faisant oralement.

Il ne leur a même pas été accordé le titre spécial de « reconnaissance de la nation » pour avoir combattu avec la France car ils n'ont été que « des employés civils d'une armée qui ne faisait d'ailleurs pas la guerre mais une opération de police » ! Entassés dans des cités d'accueil devenues de véritables camps de réfugiés, placés dans des hameaux forestiers isolés du reste de la population, ils sentent qu'on ne veut pas tenir compte de leurs problèmes. « Après la guerre, déclare M. Laradji, c'est comme si on avait voulu nous oublier, nous faire disparaître. Pour mieux y réussir on voulait nous mettre dans des camps. »

Ils veulent qu'on les considère enfin comme des Français de plein droit, qu'on leur accorde les moyens de l'intégration dans la société française. Car c'est finalement cet isolement, ce rejet qui provoque une immense détresse mo-

rale. Ainsi le témoignage rapporté par J.-C. Guillebaud dans *Le Monde* : « Pour le flic, la concierge ou le patron, je suis un « bicot ». Ma carte d'identité est peut-être française mais ma tête est algérienne, mes cheveux crépus. Quand je dis à l'embauche : regarde-moi, je suis aussi français que toi, j'ai été blessé et torturé pour ça, on me répond : des Français comme toi, on n'en veut pas, on connaît pas. Pour les Algériens, par contre, je suis toujours un sale traître qui a collaboré avec l'armée française. Alors, qui suis-je ? »

Leurs deux plus solides points d'ancrage se sont rompus : leur environnement culturel et leur famille. Ils se trouvent complètement déracinés. Le passage de la société traditionnelle à la société industrielle se fait très difficilement. Déjà, en Algérie, comme le montre l'enquête menée sous la direction du professeur Jean Servier, de Montpellier, ils provenaient « de la frange sociale extrême d'un milieu rural misérable, (et) la majorité d'entre eux ne revendiquait aucune appartenance à un groupe déterminé — cette appartenance si importante dans le Maghreb où tout individu se définit à la fois par un terroir et par une généalogie ».

Quant à la famille, elle s'est trouvée soumise à de multiples pressions qui l'ont plus ou moins désintégrée. En premier lieu les massacres et les séparations forcées, au point que des membres d'une même famille ne se sont trouvés à nouveau réunis que bien des années après l'indépendance. Par ailleurs, le contact avec la

société française a entraîné une révolte des jeunes qui voulaient briser cette barrière. « La cellule familiale isolée, sans possibilité de références à un groupe plus étendu — clan, village, quartier — devient un milieu clos où éclatent de nombreux conflits, opposant en général parents et enfants. » (Enquête Jean Servier).

La natalité ayant été très forte, les nouvelles générations sont très nombreuses. Et elles voudraient se libérer du poids du passé, oublier qu'on les appelle « fils de traître », oublier qu'on a trompé leurs pères. La très grande majorité d'entre eux, malgré des périodes de nostalgie plus que compréhensible, souhaitent rester en France et se considèrent comme des Français. Mais ils se trouvent dans une situation catastrophique. Les plus âgés sortent en fin de scolarisation avec un bagage restreint ne parlant bien ni l'arabe ou le kabyle, ni le français, et ne possédant aucune formation professionnelle. En ce qui concerne les plus jeunes, le problème principal reste celui de la scolarisation : la plupart d'entre eux accusent un retard très important, dû à la fois à ce déracinement culturel, à la situation familiale sans oublier l'absence de moyens mis en œuvre pour les tirer de cette ornière.

Un groupe interministériel s'est penché sur le problème, s'est rendu compte de son étendue mais a fourni des solutions dérisoires, qui d'ailleurs ne sont pas même encore adoptées par le gouvernement.

S'il est certain qu'il y a d'importantes mesures sociales à prendre, il faut absolument tenir compte du fait que les musulmans français « veulent être, comme le rappelait M. Djebbour président du « Front national des rapatriés de confession islamique, des Français à part entière et non des Français entièrement à part. »

F. M.

vers une arche de mathieu

Mathieu et sa peinture ne peuvent être présentés : ils s'imposent d'eux-mêmes, d'un mouvement absolu, indépendant, souverain. Ces quelques mots, que nous leur destinons, à propos d'un album qui leur est consacré (1), ne visent à rien d'autre qu'à rappeler la parfaite inutilité de tout commentaire. Ponge l'exprime avec sa rigueur coutumière dans sa fable de *L'Aigle commun* : « O parole ! O mouvement regrettable de mes ailes, où, dans quelle honte, à quelle basse région ne m'amènes-tu pas ? Où ne descendrai-je pas ? Chaque syllabe m'alourdit, trouble l'air, de chute en chute. »

« Où es-tu, pur oiseau ? Je ne puis m'arrêter de parler, de descendre... ». On pourra donc, avec un immense avantage, éviter le texte amphigène et amphigourique du glosateur (dont on s'aperçoit à peine qu'il est rendu plus obscur par de nombreuses coquilles).

L'écueil heureusement doublé, il ne reste plus qu'à pénétrer dans le Musée Imaginaire où les

œuvres de Georges Mathieu se présentent selon un ordre chronologique. Les planches sont bonnes dans l'ensemble et trahissent rarement les originaux. Comme dans l'Arche de Noé on y trouve une sorte d'abécédaire biologique et fastueux. Mais pour celui qui découvre seulement l'art de Mathieu (où la modernité se compose si exquisement à la beauté), pour celui qui voudrait en goûter davantage, qu'il se rassure : il pourra voir ces œuvres exposées dans les plus grands musées de l'ancien monde et du nouveau. En outre Mathieu conçoit la beauté comme conquérante : il lui a donc offert, victorieusement, l'espace aérien, l'usine, la rue. Et nous sommes quelques-uns à rêver de pouvoir attribuer à Mathieu dans l'élaboration du style Henri VI, une part semblable à celle qu'apporta, pour le style Louis XIV, le génie d'un Le Brun.

J.S.-C.

(1) *Mathieu*, par Dominique Quignon-Fleuret, chez Flammarion.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

la souscription continue !

Notre souscription continue ! Envoyez vos dons à N.A.F. - C.C.P. Paris 642-31. Nous laissons aujourd'hui la parole à deux de nos lecteurs. Une abonnée du Midi nous écrit : « Veuillez trouver ci-joint un mandat de 100 F pour votre souscription à laquelle je ne veux pas manquer de participer. La lecture de la N.A.F. et le dynamisme dont vous faites preuve sont un trop grand réconfort, dans les temps que nous vivons, pour ne pas encourager votre mouvement dans toute la mesure du possible ». Et d'un lecteur du XV : « Il y a assez longtemps que je désirais vous écrire. Cependant le poids de toute une éducation laïque et républicaine, la pesanteur de certains préjugés m'avaient toujours fait renoncer à mon projet... Et ce qui commençait à me peser c'était l'effacement de mon pays

sur le plan international. Non seulement le gauchisme m'avait appris que les hommes en France ne vivaient pas dans le bonheur, mais qui plus est, mon pays s'endormait et hélas dort toujours. Aucun idéal, aucune idée-choc ne se dégageait de l'aire politique française, pas de grand projet... C'est à partir de ce moment-là qu'ont commencé mes sympathies pour ce jeune mouvement né en 1971, cette Nouvelle Action Française que j'avais durant quatre ans traitée de suppôt du capital, de fasciste, j'en passe et des meilleures. »

Pour toucher les milliers de gens qui, comme notre correspondant sont à la recherche d'un projet de civilisation, il nous faut des moyens. Ces moyens c'est vous qui nous les donnerez.

Yvan AUMONT.

réunions

LILLE

Vendredi 1^{er} février à 20 h 30, meeting avec Bertrand Renouvin sur le thème « Un nouveau projet de civilisation ». A l'issue du meeting. B. Renouvin dédicacera son livre, « Le Projet royaliste ». Réunion au « Palais de la Bière », place de Béthune (1^{er} étage).

TOURS

Conférence de B. Renouvin à Tours le lundi 28 janvier à 21 heures sur le thème « Le Projet royaliste », à la mairie de Saint-Symphorien.

naf sondage

Nous avons déjà reçu de très nombreuses réponses au questionnaire publié il y a quinze jours. Notre enquête se terminera le 26 janvier, il n'est pas trop tard pour renvoyer votre réponse. Des exemplaires du questionnaire sont à votre disposition.

les mercredis de la naf

Mercredi 23 janvier à 21 heures, 12, rue Renard (M^o Hôtel-de-Ville), salle du deuxième étage. Réunion sur le thème « La Nation », par François Wagner. La réunion sera suivie d'un débat auquel sont conviés militants et sympathisants.

AVIS IMPORTANT

La direction de la N.A.F. recherche une personne pour du travail de bureau (pratique de la dactylo demandée). Travail à mi-temps (4 heures le matin, 5 fois par semaine) rémunéré. Prendre contact rapidement avec Yvan Aumont.

COMMUNIQUE

La messe organisée par l'Œillet Blanc pour la mémoire de Louis XVI aura lieu le 21 janvier à 12 heures en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

permanences

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

PARIS (15^e) - CLAMART ISSY - VANVES

Permanence tous les vendredis à 21 h au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (salle en sous-sol), (métro Convention).

PARIS (10^e) - (19^e) - (20^e)

Permanence tous les mardis à 21 h au café La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).

LYON

Permanence chaque semaine. Pour tous renseignements s'adresser à Mlle Catherine Girod, 24, avenue Vaubécour (tél. : 42-66-56).

AVIGNON

Pour tous renseignements s'adresser à M. J.J. Boisserolle, B.P. 119 R.P. Avignon.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 à 19 heures. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 à 20 heures, permanence et cercle d'études. Permanence le vendredi de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

nouveaux points de vente

AVIGNON

« Le Havane », 14, rue de la République.

CARPENTRAS

Librairie « Les Amandiers ».

SAINT-FOUR

Librairie Nézo, 18, rue du Collège.

naf 142 - 16 janvier 1974 - p. 7

achetez, lisez, diffusez

" le projet royaliste "

le "camp des saints" ?

Une étoile nouvelle était apparue au firmament de la droite littéraire. Du moins, c'est ce qu'on disait. Avec un roman saisissant auquel *France-Soir* avait accordé la note exceptionnelle de 18 sur 20. Son auteur, invité par les organisateurs du « banquet du souvenir » ravis d'accueillir cette lumière de la réaction, s'était foulé le bras à force de dédicaces. Ce qui paraissait plaire à ces convives friands de saumon sauce verte aux herbes d'amertume, c'était le noir pessimisme d'un prophète voyant l'Occident prochainement investi par les barbares. N'étaient-ils pas, eux aussi, de ce « camp des saints », de ce petit nombre de fidèles résolus à veiller sur leur flamme vacillante. En même temps, un prédicateur annonçant les grands châtements ne manquait pas de faire référence à ces prédictions prophétiques d'un romancier qui malheureusement privé de la foi n'était pas pour autant dépourvu de prescience apocalyptique.

BAS LES MASQUES !

Bonnes gens, qui vous attendez à un conte de Noël étrange, vous allez être déçus. Ceci n'est pas un conte, c'est une histoire vécue. Tous les personnages existent en chair et en os. Au premier rang, Jean Raspail le romancier (on me permettra ici de changer de ton) auteur du livre le plus infect de ces derniers mois. Je pèse mes mots : rarement, on écrit quelque chose de plus ordurier, de plus bas, de plus déshonorant, et l'extrême droite en exaltant ce livre a jeté le masque. Derrière le masque, c'est épouvantable...

Mais pour le savoir et y croire, il faut lire. En deux mots, voici la trame du roman. En l'année X..., aux Indes, une foule famélique s'empara d'une flotte de bateaux qui se dirigèrent après un long périple par le cap de Bonne Espérance vers la côte méditerranéenne de la France. Foule de mendiants hideuse dont la puanteur s'étendait très loin au large, à des kilomètres de ces cent bateaux et de leur million de passagers. Durant tout le trajet, une question lancinante fut posée à l'opinion occidentale, mais surtout à l'opinion française : allait-on avoir le courage de stopper cette invasion ? Ou, sous l'effet de l'humanitarisme et de l'esprit de démission se refuserait-on à envoyer par le fond toute cette charogne ? Malheureusement l'intelligentsia progressiste mit tout en œuvre pour achever de chloroformer les volontés. Quelques rares flots eurent le courage de parler le langage raciste qui convenait, mais leur audience était désespérément faible. Au sein du gouvernement, l'esprit de démission dominait. Seul un ministre faisait preuve de clairvoyance et de courage avec le président de la république. Ce dernier prit lui-même la décision d'engager l'armée, du moins ce qui en restait, pour empêcher l'accès du pays de Cocagne à toute cette lie. Mais, au dernier moment, à l'ultime seconde où il lui fallait donner l'ordre de faire feu, il fut paralysé par un morbide scrupule de conscience. Et ce fut la catastrophe...

UN MORCEAU DE CHOIX

Voilà c'est tout. Du moins pour la trame, car évidemment s'y enchaîne une foule de péripéties. Au moins deux d'entre elles méritent d'être contées. La première met en scène un vieux professeur en retraite demeuré seul dans son village du midi (toute la population française de ces régions a fui vers le nord). Arrive dans ce village une sorte de jeune hippie qui, lui, court

au devant de ce qui est une bénédiction. Très froidement le vieux l'abattra d'un coup de fusil de chasse. Non sans lui tenir ce petit discours que nous reproduisons intégralement. Le morceau est d'un choix exceptionnel. Au jeune homme qui lui dit : vous n'avez jamais tué personne, le vieil irréductible de répondre : « C'est exact. J'ai toujours mené la vie paisible d'un professeur de lettres qui aimait son métier. Aucune guerre n'a eu besoin de mes services et les tueries d'apparence inutile m'affligent physiquement. J'aurais probablement fait un bien mauvais soldat. Toutefois, avec Aetius, je crois que j'aurais joyeusement tué du Hun. Et avec Charles Martel, lardant de la chair arabe, cela m'aurait rendu fort enthousiaste, tout autant qu'avec Godefroy de Bouillon et Baudouin le lépreux. Sous les murs de Byzance, mort aux côtés de Constantin Dragases par Dieu ! que de Turcs j'aurais massacrés avant d'y passer à mon tour ! Heureusement que les hommes qui ignorent le doute ne meurent pas si facilement ! Aussitôt ressuscité, me voilà taillant du Slavon en compagnie des Teutoniques. Je porte la croix sur mon manteau blanc et je quitte Rhodes l'épée sanglante au poing, avec la petite troupe exemplaire de Villiers de l'Isle Adam, marin de Don Juan d'Autriche, je me venge à Lépante. Belle boucherie ! Puis l'on cesse de m'employer. Seulement quelques brouilles qui commencent à être mal jugées. Sudiste convaincu, je tue quelques nègres dans les rangs du Ku Klux Klan, assez sordidement je l'avoue. Avec Kitchener, c'est un peu mieux : on étrippe les musulmans tous du mahdi. Le reste : de l'histoire contemporaine, une triste plaisanterie, je ne m'en souviens déjà plus très bien. Peut-être ai-je tué de l'Asiate sous les murs de Berlin, du Viet, du mau-mau, du fellagha, au pire quelque gauchiste ou black panther haineux achevé dans un car de police. Tout cela devient si laid : plus de fanfares, plus d'étendard, plus de Te Deum. Pardonnez la pédanterie d'un vieil universitaire radoteur, qui lui aussi, a cessé de réfléchir et se contente de résumer. Evidemment je n'ai tué personne, à plus forte raison tous ceux dont je viens de faire l'appel et que je trouve enfin devant moi, réunis en votre seule personne. Mais toutes ces batailles dont je me sens solidaire jusqu'au plus profond de mon âme, je les revis toutes en même temps, j'en suis l'unique acteur, avec un seul coup de feu. Voilà ! » (1).

Seconde péripétie : en dehors du vieux prof, reste encore une douzaine de sédentaires irréductibles. Ce sont des moines réactionnaires. Comme aux temps antiques, ils ont décidé d'aller au devant de la barbarie. Les voilà en chemin vers la plage, le père abbé portant le saint sacrement. Etranges moines ; ils n'ont pas d'illusion, puisqu'ils n'ont même pas la foi ! « Je n'ai pas perdu la foi, déclare le père abbé. Je ne l'ai jamais eue, comme beaucoup de nos meilleurs prêtres et de nos plus grands papes. » Mais comment donc ! Il n'y a que les progressistes pour avoir la foi. D'ailleurs regardez-les : comme ils sont torturés de scrupules moraux, comme ils ont honte d'assumer leur race. Leur dieu est universel. Le dieu réactionnaire est le dieu des blancs. Le voilà brandi sur vos plages comme un fétiche protecteur de notre pedigree !

Mais pourquoi parler de ce livre, me soufflete-t-on ? Pourquoi ne pas le laisser à son néant ? La seule attitude convenable serait évidemment le mépris. Malheureusement ce livre a une signification en notre temps. Il dit en clair ce qui en général reste caché sous beaucoup de discours et d'attitudes.

Grosso-modo, il s'agit de substituer au schéma courant de la lutte des classes, celui de la lutte des races. C'est la race blanche tout entière qui est menacée. Les Chinois envahissent l'Union Soviétique, dans le roman de Raspail. Les généraux russes se montreront aussi lâches que les Français. Voilà les vieux staliniens ramollis eux aussi par les scrupules ! Face à cette menace de tous les peuples de couleur ligués contre nous, le monde blanc devrait faire front en une commune citadelle. Car la lutte est inépuisable, le danger fatal.

L'AVENTURE DE NOTRE TEMPS

Cette argumentation a parfois prise sur des gens découragés par la décolonisation et prompts à se laisser aller au pessimisme. En ce moment même, la question du pétrole renforce certains réflexes anti-arabes. Les problèmes soulevés par les travailleurs immigrés s'ajoutant à l'ensemble, une vue manichéenne du monde a toute chance de s'ancrer dans les esprits avec ses perspectives d'apocalypse.

On ne saurait donc s'insurger avec trop de force contre des théories grossières et des mythes contraires à nos traditions, au bon sens et à la générosité de notre peuple. Il ne s'agit pas pour autant de sombrer dans la jobardise ou un idéalisme euphorique. Simplement, il nous faut prendre la mesure de l'évolution récente du Tiers Monde, et des réalités fort diverses qu'il contient. Peut-être serons-nous déconcertés. Mais qu'importe puisqu'il faudra nous y faire. Demain l'Afrique sera probablement plus que l'Europe le continent chrétien. Le pape d'alors viendra, qui sait, du pays mossi. Je serai le premier à applaudir. Le monde arabe constituera une puissance économique et financière. Il vaudra mieux l'avoir comme ami que comme ennemi. Un peu partout, de jeunes hommes dynamiques fourniront la nouvelle classe dirigeante de pays neufs qui amorceront leur essor économique. Qu'ils aient besoin de progresser c'est évident. Il y a même toute une révolution à faire à l'intérieur d'une classe dirigeante trop souvent bureaucratique et parasitaire. Mais ce n'est pas en traitant ces pays en éternels mineurs que l'on pourra les aider à y parvenir.

La France serait vraiment mal venue de ne pas jouer les cartes politiques adaptées à la nouvelle configuration du monde. C'est sa seule chance de maintenir et d'épanouir sa personnalité et son influence. *Notre générosité nous élèvera à l'empire*, écrivait Maurras il y a soixante ans.

Laissons donc les mauvais prophètes du ressentiment et de la haine. Acceptons plutôt l'aventure de notre temps. Nous y parviendrons en arrachant leurs masques aux faux témoins. Qu'avons-nous besoin du racisme pour nous protéger, alors qu'il est ce qu'il y a de plus étranger à cette race baptisée tout entière, disait Péguy, aux fonds baptismaux de Reims.

Gérard LECLERC.

Jean Raspail, *Le camp des saints*. Robert Laffont.

(1) Il faudrait un article entier pour démêler et psychanalyser cette dialectique insensée. Notons simplement que l'auteur mélange tout, les gestes héroïques et nobles du passé avec les actes criminels, en leur donnant globalement une même signification : la haine du blanc contre l'étranger. Quelle complaisance dans le sanguinaire ! Et quelle méconnaissance des ressorts qui provoquent à l'héroïsme ! On a l'impression que pour M. Raspail il n'y a nulle différence entre les luttes des carnassiers et celle des peuples.